

ÉDITORIAL

Françoise Verna

Braquage sur les pensions

● La réduction du déficit public est le mantra et la seule visée du nouveau gouvernement et de son Premier ministre Michel Barnier, vieux routier de la droite LR. Avec des ministres issus de tous les partis de la macronie, sanctionnés à raison par les Français le 7 juillet, le projet proposé est un mélange de poursuite de la politique macroniste enrobée dans une cure austéritaire frappant tous les budgets publics, ceux de la Sécurité sociale et des collectivités locales pour un montant de 40 milliards. Côté recettes, 20 milliards sont prévus dont une contribution exceptionnelle (donc provisoire) des ménages les plus riches. Une mesure cosmétique.

Jeu de massacre

Il n'est nul besoin d'être devin pour mesurer les conséquences futures sur les Français et leur vie quotidienne. Sur l'avenir du pays également puisque de la recherche en passant par l'éducation, la transition écologique ou encore le logement et les transports, un coup de frein majeur sera donné.

Ce jeu de massacre se met en place avec le soutien tacite de l'extrême droite. Qualifiant de « moindre mal » le gouvernement Barnier, le RN lui dicte son agenda aussi malsain que sans issue pour l'avenir de la France. Les premiers à payer cash cette hypocrisie sont les 18 millions de retraités dont les pensions sont braquées au nom de l'effort collectif imposé par le père la rigueur de Matignon. Le gel de l'indexation des pensions sur l'inflation sera-t-il maintenu ? Il figure dans le projet de loi de finance présenté ce jeudi au Conseil des ministres. Comme tous les mauvais coups qui, au-delà de l'Assemblée, devront être sanctionnés par le mouvement social.

Plus de 100 euros

AUSTÉRITÉ

Première cible du gouvernement Barnier pour faire des économies, les pensionnés seront privés de la revalorisation des retraites au 1^{er} janvier. La mesure est repoussée en juillet. Déjà maigre - 1,8% environ de hausse - elle devait répondre au coût de l'inflation. En moyenne, plus de 100 euros sur six mois vont manquer dans le porte-monnaie de nos aînés. Le tout avec l'accord tacite de l'extrême droite qui joue les Tartuffe.

L'extrême droite fait de grands moulinets dans l'air pour donner l'illusion d'être aux côtés des retraités. Une imposture dont elle est coutumière.

On rembobine : le vendredi 4 octobre, la cheffe de députés RN à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen, a fait connaître sur les réseaux sociaux son opposition au gel de l'indexation des pensions sur l'inflation prévu dans le projet de loi de finances 2025 (PLF) présenté ce matin en conseil des ministres. « *Jerefusserai cette mesure d'autant plus mesquine qu'elle fuite au lendemain du discours de M. Barnier* », tempêtait l'héritière du château de Montretout. Quatre jours plus tard, le 8 octobre, les troupes de l'extrême droite ont pourtant permis à Michel Barnier de rester en place en échappant à sa première motion de censure. Le Premier ministre LR peut donc continuer à dérouler son programme austéritaire et à taper sur les retraités.

Opposition en carton-pâte

Sachant que le Premier ministre devrait utiliser l'article 49-3 pour faire adopter sans vote le budget 2025 faute de majorité, le RN s'agite dans une opposition en carton-pâte.

Le numéro de duettistes entre ce gouvernement et la fois libéral et réactionnaire et l'extrême droite, sur l'air d'un « je t'aime moi non plus », commence à être bien rodé. Car de son côté, le chef du gouvernement fait mine d'être ouvert à la discussion. « *Je comprends que cette mesure, que nous avons mise dans le budget, une réévaluation qui aura lieu en 2025 de toute façon, (...) provoque et crée des préoccupations, notamment pour tant de gens qui ont des petites retraites* », a-t-il admis le



Les coûts de l'alimentation pèsent dans le budget des Français percevant des moyennes et petites retraites. Le report de l'indexation des pensions sur l'inflation va directement impacter des millions de personnes. PHOTO AFP

5 octobre. « *C'est un effort général qui est demandé, mais j'ai dit (...) que si, dans la discussion parlementaire qui est ouverte, qui est libre - les parlementaires sont responsables aussi de cette discussion budgétaire -, il y a de nouvelles idées ou d'autres idées pour trouver d'autres moyens, je suis ouvert.* » Les Français jugeront sur pièce mais la teneur des 60 milliards d'économies sabrées dans les

budgets publics pour la seule année 2025, contenus dans le PLF, sont la colonne vertébrale de la politique du nouveau gouvernement.

En repoussant de six mois cette indexation des retraites sur l'inflation, Michel Barnier compte sur une économie de 4 milliards. Le journal spécialisé *Notre Temps* a fait les calculs : « *Les Français concernés vont perdre plusieurs dizaines*

d'euros en raison de ce décalage de six mois. Pour un retraité touchant 1 400 euros net par mois, dont une pension de base de 980 euros, le manque à gagner s'élève à 17,64 euros par mois, soit 105,84 euros sur les six mois. »

Interrogée en septembre dans nos colonnes (*La Marseillaise* du 27 septembre) une retraitée des Bouches-du-Rhône témoignait : « *Après avoir réglé les factures, nous ne pouvons plus rien nous offrir, donc nous n'avons plus de vie sociale, nous ne pouvons plus payer nos soins.* »

Le syndicat CGT dénonce une mesure d'austérité insupportable, rappelant dans un communiqué que « *les petites et moyennes retraites ne permettent déjà pas de maintenir le niveau de vie face aux dépenses d'énergie et d'alimentation ou aux frais de santé* ». 18 millions de retraités sont concernés par cette décision brutale

« Les petites et moyennes retraites ne permettent déjà pas de maintenir le niveau de vie face aux dépenses d'énergie et d'alimentation ou aux frais de santé »

Communiqué de la CGT daté du 2 octobre

Françoise Verna